

ACTION URGENTE

DES MÉDECINS TOUJOURS EN DANGER AU SRI LANKA

Cinq médecins actuellement détenus au Sri Lanka, aux termes de règlements d'exception, pour avoir fourni des informations erronées quant au nombre de victimes civiles demeurent exposés au risque d'être torturés ou soumis à d'autres mauvais traitements. En effet, les autorités sri-lankaises sont réputées pour avoir souvent maltraité des détenus et des témoins.

Des médecins qui assuraient les seuls services médicaux pour des centaines de milliers de civils pris au piège par le conflit armé dans le nord-est du Sri Lanka sont toujours détenus et Amnesty International est inquiète pour leur sécurité. Ils soignaient les malades et les blessés pris entre les feux des forces gouvernementales et ceux des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE), jusqu'à ce qu'ils quittent la zone dite « protégée » avec environ 5 000 autres civils en mai. Ils ont été appréhendés le 15 mai par les autorités sri-lankaises au point de passage d'Omanthai.

En raison des difficultés pour obtenir des informations au sujet de leur capture et de leur détention, Amnesty International a indiqué dans un premier temps que trois médecins (les docteurs **Veerakkathipillai Shanmugarajah**, **Thurairaja Varatharaja** et **Thangamuttu Sathyamoorthy**) étaient détenus par les autorités sri-lankaises. Depuis, l'organisation a découvert que cinq médecins avaient en réalité été placés en détention. Les deux autres personnes détenues sont **Kathirvel Ilancheliyan Vallavan** et **S. Sivapalan**.

Le 8 juillet, les autorités sri-lankaises ont organisé une conférence de presse au cours de laquelle ces médecins sont apparus devant les médias et sont revenus sur les informations qu'ils avaient données précédemment depuis la zone de conflit. Amnesty International doute de l'authenticité de ces « aveux » au vu de leur détention prolongée, du risque qu'ils courent d'être torturés ou soumis à d'autres mauvais traitements par les autorités sri-lankaises (qui sont réputées pour avoir souvent maltraité des détenus et des témoins), et du décalage entre leurs récentes déclarations publiques et les faits vérifiés de manière indépendante.

De hauts responsables du gouvernement ont menacé d'engager des poursuites contre ces hommes pour des chefs d'accusation graves, notamment pour trahison, bien qu'ils aient reconnu que ceux-ci agissaient sous la pression des LTTE. Ces médecins demeurent détenus sans inculpation.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en cingalais, en tamoul ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous inquiet pour la sécurité des docteurs Veerakkathipillai Shanmugarajah, Thurairaja Varatharaja, Thangamuttu Sathyamoorthy, Kathirvel Ilancheliyan Vallavan et Sivapalan, qui sont détenus sans inculpation depuis le 15 mai 2009 ;
- demandez leur libération immédiate, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction reconnue par la loi ;
- engagez le gouvernement sri-lankais à abroger ou réviser les règlements d'exception et les autres dispositions spéciales ayant trait à la sécurité afin de les rendre conformes aux normes internationales et au droit international relatifs aux droits humains.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 23 SEPTEMBRE 2009 À :

Président de la République :

His Excellency the President Mahinda Rajapaksa
Presidential Secretariat
Colombo 1
Sri Lanka

Fax : +94 11 2446657

Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le Président,

Ministre de la Défense :

Gotabhaya Rajapaksa
Minister of Defence
Ministry of Defence, Public Security, Law and Order
15/5, Buddhaloka Mawatha,
Colombo 03, Sri Lanka

Fax : +94 11 245 1529

Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Sri Lanka dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 129/09 (ASA 37/011/2009). Pour plus d'informations : <http://amnesty.org/fr/library/info/ASA37/011/2009/fr>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES MÉDECINS TOUJOURS EN DANGER AU SRI LANKA

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Avant leur capture, ces médecins avaient transmis aux médias et à la communauté internationale des témoignages depuis les hôpitaux et les centres médicaux improvisés situés dans la zone de conflit. Contrairement aux informations données par le gouvernement, leurs comptes rendus exposaient en détails les souffrances des civils, dont beaucoup ont succombé à des blessures dues à la guerre. Ils attiraient également l'attention sur le pilonnage de zones abritant un grand nombre de non-combattants.

En mai 2009, le gouvernement sri-lankais a proclamé sa victoire sur les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE), qui mettait fin à près de vingt-six années de conflit armé. À partir de juillet 2008, les combats intenses dans le nord-est du pays ont été émaillés de graves violations du droit relatif aux droits humains et du droit international humanitaire. Début 2009, près de 250 000 personnes étaient prises au piège entre les forces de sécurité gouvernementales et les LTTE. Le gouvernement a limité la possibilité pour les observateurs et les journalistes indépendants de rendre compte de la situation. Par conséquent, une absence presque totale d'informations a empêché la population du Sri Lanka et du monde d'avoir connaissance de la véritable ampleur de la crise humanitaire dans la région du Vanni, située dans le nord-est du pays. En septembre 2008, le gouvernement a contraint toutes les organisations humanitaires à se retirer du Vanni, à l'exception du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

En avril 2009, alors que les combats s'intensifiaient, des dizaines de milliers de civils ont fui vers des zones contrôlées par le gouvernement. À la fin du mois de mai, on comptait près de 300 000 personnes déplacées dans une quarantaine de camps répartis sur quatre districts.

En 2007, à la suite de sa visite au Sri Lanka, le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Manfred Nowak, a déclaré : *« Le règlement d'exception prive d'effet ou tout simplement ignore la plupart des garanties contre la torture, ce qui conduit à une situation dans laquelle cette pratique devient routinière dans le contexte d'opérations antiterroristes »*. Selon certaines sources, le gouvernement procéderait à un « filtrage » de la population civile déplacée afin de repérer des combattants présumés des LTTE. Il n'existe pour l'instant aucune procédure officielle de recensement pour les personnes déplacées venant du Vanni.

Dans l'ensemble du Sri Lanka, la liberté d'expression est gravement menacée. Ainsi, les informations sur le conflit et ses suites diffusées à l'intérieur du pays sont partielles et ceux qui tentent de rendre compte de la situation sont régulièrement pris pour cible par les autorités gouvernementales.

Action complémentaire sur l'AU 129/09, ASA 37/018/2009, 12 août 2009

